

## GABON : liste de surveillance de Catégorie 2

---

Le Gabon est principalement un pays de destination et de transit pour des hommes, des femmes et des enfants de pays d’Afrique de l’Ouest et d’Afrique centrale victimes du travail forcé et de la traite sexuelle et, dans une moindre mesure, un pays d’origine pour des enfants victimes du travail forcé et de la traite sexuelle. Certaines victimes transitent par le Gabon pour se rendre en Guinée équatoriale. Des garçons sont forcés de travailler comme vendeurs de rue ou mécaniciens ou dans le secteur de la pêche. Des filles sont soumises à la servitude domestique ou au travail forcé dans des marchés ou des restaurants situés en bordure des routes. Des femmes ouest-africaines sont contraintes à la servitude domestique ou à se prostituer au Gabon. Certains adultes étrangers demandent l’aide de passeurs dans le cadre de migrations volontaires au Gabon en quête d’un emploi, mais se retrouvent dans des situations de travail forcé ou contraints de se prostituer après leur arrivée par avion ou par bateau avec des papiers falsifiés. Au cours de la période visée par le présent rapport, une femme originaire de São Tomé a été soumise à la servitude domestique au Gabon. Les trafiquants semblent travailler en réseaux criminels peu organisés basés sur l’ethnicité, et ce sont parfois des trafiquantes, dont certaines sont d’anciennes victimes de la traite, qui assurent le recrutement et le transport des victimes dans les pays d’origine. Dans certains cas, les enfants victimes de la traite indiquent que leurs familles les ont volontairement remis à des intermédiaires qui promettaient de leur donner un emploi ou une éducation mais qui les ont à la place soumis à la traite. Selon certaines indications, des trafiquants travaillent en dehors de la capitale pour ne pas se faire repérer par les forces de l’ordre.

Le gouvernement du Gabon ne répond pas entièrement aux normes minimales pour l’élimination de la traite des personnes, mais il déploie des efforts appréciables dans ce sens. Le gouvernement a identifié un nombre plus important de victimes de la traite, lancé davantage de poursuites qu’au cours de la période visée par le précédent rapport et créé deux commissions de vigilance afin de surveiller la traite des enfants dans les capitales provinciales. Malgré ces mesures, il n’a pas fait la preuve qu’il avait dans l’ensemble accru ses efforts de lutte contre la traite des

personnes par rapport à la période précédente. Par conséquent, le Gabon est placé sur la liste de surveillance de Catégorie 2 pour la deuxième année de suite. Pour la troisième année de suite, le gouvernement n'a pas condamné de trafiquants ou promulgué un projet d'amendement visant spécifiquement à pénaliser la traite des adultes, et il a réduit le financement apporté aux centres d'accueil des victimes. Le comité interministériel sur la traite des enfants, qui coordonne les efforts nationaux de lutte contre la traite, ne disposait toujours pas d'un financement suffisant pour remplir son mandat avec efficacité, et il n'y avait toujours pas de mécanisme visant à coordonner les efforts nationaux permettant de traiter le problème de la traite des adultes.

#### RECOMMANDATIONS À L'INTENTION DU GABON :

Intensifier les efforts pour enquêter sur les trafiquants, les poursuivre en justice et les condamner, notamment ceux qui se rendent responsables de la traite des adultes et de la traite sexuelle, en convoquant la Haute Cour de justice, promulguer des dispositions qui pénalisent toutes les formes de traite, développer la formation des travailleurs sociaux, agents des services de répression, inspecteurs du travail et membres du personnel judiciaire pour qu'elle inclue l'identification et l'enquête relatives à la traite des adultes, accroître le soutien financier et en nature des centres d'accueil administrés par le gouvernement et de ceux administrés par des ONG, établir un comité interministériel pour lutter contre la traite des adultes ou élargir le mandat de l'actuel comité interministériel pour qu'il comprenne la traite des adultes, apprendre aux travailleurs sociaux et aux prestataires de services les meilleures pratiques concernant la fourniture de soins aux victimes de la traite, accroître le financement et les ressources alloués aux ministères publics pour assurer la mise en œuvre complète des procédures d'identification et d'orientation des victimes, intensifier la communication entre les ministères afin de faciliter l'amélioration de la gestion des cas et de la collecte des données, élaborer un système pour suivre les affaires de traite des personnes et fournir des statistiques pertinentes sur les activités de répression et la protection des victimes, développer les campagnes nationales de sensibilisation pour qu'elles incluent des informations sur la traite des adultes et élaborer un plan d'action national de lutte contre toutes les formes de traite des personnes.

## POURSUITES JUDICIAIRES

Le gouvernement a continué de faire de modestes efforts de répression en vertu de la loi sur la traite des personnes. Les lois en vigueur ne pénalisent pas toutes les formes de traite des personnes, comme la servitude pour dette. La loi n° 09/04 sur la traite des enfants, promulguée en septembre 2004, interdit la traite des enfants pour exploitation économique et sexuelle et la punit de peines allant jusqu'à 40 ans de prison assorties d'amendes ; ces peines sont suffisamment sévères et proportionnelles à celles prévues pour d'autres infractions graves, comme le viol. L'article 261 du code pénal interdit le proxénétisme d'un enfant et prévoit des peines de deux à cinq ans de prison assorties d'une amende. La loi n° 21/63-94 interdit la prostitution forcée des adultes et prévoit des peines allant de deux à dix ans de prison. Ces peines sont suffisamment sévères et à la mesure de celles qui sont imposées pour d'autres infractions graves. L'article 48 du code pénal interdit l'utilisation d'enfants dans des activités illégales et prévoit des peines de cinq à dix ans de prison. L'article 4 du titre 1 du code du travail gabonais (loi n° 3/94) criminalise tous les types de travail forcé et prévoit des peines allant de un à six mois de prison, ce qui n'est pas suffisamment sévère et ne reflète pas la gravité de ces infractions. Pour la troisième année de suite, le gouvernement n'a pas adopté le projet d'amendement de 2013 de la loi n° 09/04 visant à interdire et à punir la traite d'adultes et à pénaliser la traite sexuelle de manière explicite.

La Haute Cour de justice a l'obligation d'entendre les affaires de traite parce qu'elles constituent des infractions équivalant à des meurtres ; cependant, elle faisait face à un arriéré judiciaire et, pour des raisons de financement, ne se réunissait pas régulièrement, ce qui constituait un obstacle significatif aux poursuites dans les affaires d'infractions liées à la traite. Le gouvernement a signalé 16 enquêtes, dont une concernant une personne adulte victime de travail forcé, et 11 poursuites dans des affaires de traite d'enfants à des fins d'exploitation de leur travail, par rapport à 16 enquêtes et un cas de poursuites au cours de la période visée par le précédent rapport, mais toujours en baisse par rapport aux 50 enquêtes de 2013. Le gouvernement n'a pas condamné de trafiquants pour la troisième année de suite et n'a pas dispensé de formation à des responsables des forces de l'ordre dans le domaine de la lutte contre la traite ou fourni de soutien en la matière au cours de la période visée par le rapport. Il n'a pas signalé d'enquêtes,

de poursuites ou de condamnations de fonctionnaires pour complicité d'infractions liées à la traite. Les données sur les efforts de répression de la traite des personnes étaient limitées, en partie en raison du manque de communication interministérielle. En dépit de la prévalence de la traite transnationale, on ignorait si le gouvernement travaillait avec les forces de l'ordre étrangères dans des affaires de traite des personnes.

## PROTECTION

Le gouvernement a poursuivi ses efforts modestes pour fournir une protection aux victimes de la traite. Au cours de la période visée par le présent rapport, les responsables publics ont identifié au moins 20 mineurs victimes de la traite à des fins d'exploitation de leur travail et en ont orienté 14 vers les services sociaux, en augmentation par rapport aux trois victimes identifiées et aucune orientation en 2014. Les ONG ont identifié cinq autres mineurs victimes de la traite à des fins d'exploitation de leur travail. Le gouvernement a fourni un soutien en nature pour une session de formation sur la gestion des cas de traite pour les travailleurs sociaux à laquelle 40 travailleurs ont participé. Cependant, il manquait toujours d'abris pour accueillir les victimes de la traite, et, pour la deuxième année de suite, il a réduit le financement accordé aux ONG qui leur apportaient abri et services. Il a continué de financer et d'opérer deux abris, et il a fourni un financement et un soutien en nature d'un montant inconnu à deux abris opérés par des ONG qui proposaient des services à des orphelins et des enfants des rues vulnérables à la traite, notamment un financement pour des travailleurs sociaux, un soutien médical, des services psychosociaux et éducatifs, une assistance juridique et des bons d'échange pour des meubles et de la nourriture. Cependant, les ONG qui aidaient les victimes de la traite s'en remettaient principalement aux dons des églises et des sociétés privées pour financer leurs services. Les centres d'accueil de Libreville n'ont pas pu héberger toutes les victimes de la traite identifiées et tous les autres enfants vulnérables. Les victimes recevaient les mêmes services, indépendamment de leur sexe. Il n'y avait pas d'abris opérés par le gouvernement ou des ONG spécifiquement conçus pour les victimes adultes, mais certains auraient pu, dans la pratique, proposer un abri et des services aux adultes ; il n'est pas clairement établi que des adultes aient été orientés vers de tels établissements au cours de la période visée par le présent rapport. Les hommes adultes victimes de

la traite pouvaient quitter les abris sans chaperon, mais pas les femmes. En théorie, les abris et services aux victimes étaient disponibles aux ressortissants gabonais rapatriés pour des raisons de traite, mais on ignore si de telles victimes ont été orientées vers ces services au cours de la période visée par le présent rapport.

Le ministère de la Santé et de la Prévoyance sociale a aidé au rapatriement de 15 victimes étrangères, notamment une victime adulte du travail forcé associée à une enquête en cours dans une affaire de travail forcé. Si le rapatriement n'était pas une option pour une victime, le ministère des Affaires sociales pouvait lui offrir des dispositions particulières en matière d'immigration et la réinstaller au Gabon, mais on ne sait pas si des victimes ont choisi cette possibilité pendant la période visée par le rapport. Les pouvoirs publics encourageaient les victimes à coopérer lorsque les autorités avaient besoin de leur témoignage pour poursuivre les trafiquants présumés. Les procureurs, les policiers et les magistrats recevaient régulièrement les témoignages des victimes au moment de l'arrestation des trafiquants présumés ou de la libération des victimes, ce qui n'est pas considéré comme l'approche la plus efficace ou la plus centrée sur la victime. Bien que, par le passé, le gouvernement ait cherché à obtenir des réparations pour les victimes de la traite, aucun rapport n'indiquait que cela s'était effectivement produit au cours de la période visée par le présent rapport. Des rapports ont signalé que le gouvernement avait détenu, frappé d'une amende ou emprisonné des victimes pour des actes commis en conséquence directe de leur condition de victime de la traite des personnes. Cependant, en raison de la mise en œuvre irrégulière des mesures d'identification formelle des victimes au cours de la période visée par le présent rapport, il se peut que des victimes non identifiées aient été présentes dans le système judiciaire.

## PRÉVENTION

Le gouvernement a poursuivi ses efforts modestes de prévention. Le comité interministériel sur la traite des enfants a créé deux nouvelles commissions de vigilance dans les capitales provinciales pour enquêter sur les infractions liées à la traite des enfants, mais le manque de financement gênait la capacité des commissions à remplir leur mandat. Une organisation internationale a financé et conduit la majorité des formations à l'intention des commissions de vigilance. Le

comité interministériel et les commissions régionales de vigilance n'ont pas mené de campagnes de sensibilisation sur la traite, et le gouvernement n'a pas mené de campagnes d'information visant à informer les victimes éventuelles de l'aide disponible ou à mettre en garde les trafiquants potentiels contre les peines juridiques qu'ils encourent en cas de traite des enfants. Le gouvernement a fait des efforts modestes pour mettre en œuvre son plan d'action de 2015 contre la traite des enfants et les situations d'exploitation du travail des enfants en créant les commissions de vigilance et en identifiant et en poursuivant les employeurs responsables de pratiques d'exploitation du travail des enfants. Le gouvernement n'a pas fait d'efforts visibles pour réduire la demande de travail forcé ou d'actes sexuels commerciaux. Avec le soutien de bailleurs de fonds étrangers, il a fourni une formation sur la lutte contre la traite des personnes aux forces gabonaises avant leur déploiement à l'étranger dans le cadre de missions internationales de maintien de la paix. Au cours de la période visée par le rapport, il a été signalé qu'un soldat de la paix gabonais déployé en République centrafricaine avait payé des services sexuels commerciaux à des filles mineures exploitées dans le contexte de la traite sexuelle ; à la fin de la période visée par le rapport, l'enquête des pouvoirs publics était en cours dans le cadre de cette affaire. Le gouvernement n'a pas dispensé de formations en matière de lutte contre la traite des personnes à son personnel diplomatique.